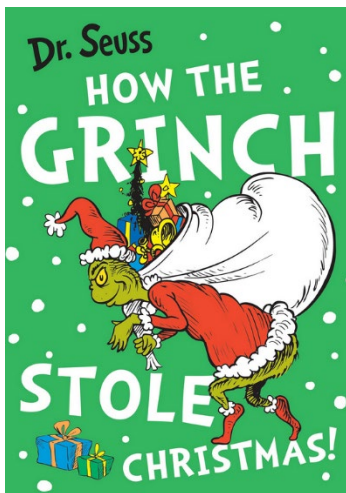




Par
Sabahudin Softic
Fondé de pouvoir
Gestion & analyses
CONINCO Explorers in finance SA

On attendait le père Noël, on a eu le Grinch !



Beaucoup espéraient que le dernier mois de l'année verrait une hausse des marchés actions, mais au lieu de cela un violent retournement s'est produit après deux mois d'accalmie.

C'est ainsi que les actions internationales ont baissé de 6,10% (MSCI World All Countries, en CHF, *source Refinitiv*). Les traditionnelles valeurs refuges terminent une nouvelle fois le mois en ordre dispersé, avec une

baisse de 3,06% pour les obligations internationales (FTSE World Government Bond Index, en CHF, *source Refinitiv*) et une hausse de 1,03% pour l'or (LBMA Gold Price, en CHF, *source Investing.com*) qui a été une des rares classes d'actifs à terminer le mois en hausse.

Celui qui est venu gâcher les fêtes de fin d'année a été une nouvelle fois, non pas le Grinch, mais Jérôme Powell, qui inlassablement, depuis le début de l'année, continue de répéter, séance après séance, que la Réserve fédérale américaine (FED) continuera son resserrement monétaire tant que l'inflation ne sera pas sous contrôle.

Les choses avaient pourtant bien commencé et un certain optimisme était présent jusqu'à mi-décembre, avec les publications des indices d'inflation qui étaient globalement en baisse un peu partout et notamment aux États-Unis. Ceci donnait de l'espoir que peut-être les banques centrales allaient enfin indiquer une fin prochaine de leur politique de resserrement monétaire. Mais finalement suite à la réunion de la FED, des 14 et 15 décembre, cette dernière a, comme attendu, monté le taux directeur de 0,50%, pour le porter dans la fourchette 4.25% à 4,50%. La surprise est en revanche venue du fait que lors de la Conférence de presse, qui a suivi la décision, Jérôme Powell n'a donné aucun signe d'un arrêt prochain du resserrement monétaire, et encore moins d'un hypothétique relâchement dans un avenir proche. Ceci a été confirmé par

la publication du procès-verbal de la séance en question publié début janvier. La plupart des autres banques centrales ayant également eu leur séance en décembre ont pris des décisions et fait des communiqués similaires.



C'est la décision stratégique de la Chine de lever les "lockdown". Rétrospectivement, il semble que la communauté médicale mondiale, y compris l'OMS, n'ait pas une compréhension globale d'Omicron. Mais quoi qu'il en soit, la Chine a pris la bonne décision. Il est impossible pour la Chine de revenir aux mesures de confinement.

Une des rares bonnes nouvelles, et de taille, a été l'annonce de l'abandon de la stratégie zéro covid (progressive puis totale début janvier) du gouvernement chinois. En effet, suite à des protestations massives de la population, qui voyant le reste de la planète revenir au « Monde d'avant », ne comprenait plus, et à juste titre, que la Chine

maintienne cette politique qui devenait insensée et plus tenable. Tout porte à croire que le gouvernement chinois sera ferme sur sa décision et qu'il n'y aura pas de retour en arrière.

Ceci s'est d'ailleurs reflété dans les cours de bourse puisque le marché des actions chinoises a été l'un des rares à finir le mois dans le vert à +2,83% (MSCI China, en CHF, *source Refinitiv*). Les Chinois, dans leur grande majorité, ne fêtent pas Noël, mais ils ont tout de même été gâtés en cette fin d'année. Peut-être que désormais les Chinois croiront au père Noël.

La réouverture complète de l'économie chinoise est donc la première bonne nouvelle actée pour l'année 2023. Ceci devrait néanmoins soutenir les cours des matières premières, déjà en forte hausse en 2022, et contribuer à maintenir des taux d'inflation élevés, ce qui ne simplifiera pas la tâche pour les banques centrales.

On espère que d'autres bonnes nouvelles suivront, notamment la fin du conflit en Ukraine qui, s'il devait arriver, amènerait, tout d'abord la fin des souffrances pour les personnes directement concernées, mais également un soutien complémentaire à la situation économique mondiale, et plus particulièrement européenne qui en souffre le plus en raison des sanctions et contre-sanctions de part et d'autre. En effet, les prix d'énergie devenant inabordable pour de plus en plus d'entreprises européennes, une partie de ces dernières ont déjà annoncé des arrêts momentanés de la production, à l'image de la société alimentaire française William Saurin qui va arrêter temporairement début janvier 80% de sa production en France. ■